

PRF (Mécanisme de financement de la consolidation de la paix et du relèvement) –

FORMULAIRE DE TRANSMISSION DU PROJET

FORMULAIRE 3.3

(à adresser au PNUD/Bureau du MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaïres), avec le Descriptif de projet dûment signé, par l'intermédiaire du JSC – le Comité directeur mixte)



Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)/Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)

**Formulaire de transmission du projet (à accompagner les formulaires 3.2 et 3.4)
Soumis à l'approbation du Comité de Pilotage mixte sous l'égide du PRF (le Mécanisme de financement de la consolidation de la paix et du relèvement)**

Partie A. Informations sur la réunion du Comité de Pilotage <i>(à remplir par le Secrétariat du PBF)</i>	
Date de la réunion: 11 juin 2015	Titre du projet : APPUI CONSEIL STRATEGIQUE RSS EN GUINEE
Organe des Nations Unies bénéficiaire: UNDP UNOWA	Domaine de résultat du Fonds¹ résumant au mieux l'objectif du projet (choisir un seul):
Le résultat du Plan des Priorités auquel le projet contribue : le projet correspond au domaine prioritaire 2 RSS Domaine prioritaire PBF 1 : Appui à la mise en œuvre des accords de paix et soutien au dialogue politique	Budget total du PBF pour le projet: 1,130,509 USD

Partie B: Résumé du Projet <i>(à remplir par l'organe des Nations Unies bénéficiaire)</i>

¹ Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
- 4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).
(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ;
(4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

De la part du: Louis-Marie Bouaka <i>Coordonnateur Résident a.i</i>	Titre du projet : APPUI CONSEIL STRATEGIQUE RSS EN GUINEE
Contact: No de téléphone : 669 39 95 00 Adresse e-mail : lbouaka@unhcdh.org	
Après approbation, le projet proposé conduirait à: <input checked="" type="checkbox"/> Un nouveau projet (accompagne par le formulaire 3.2) <input type="checkbox"/> Une révision du projet (accompagne par le formulaire 3.4)	Date du commencement prévue et durée du projet : 30 juin 2015
Budget PBF initial du projet : 1,130,509 USD Budget PBF révisé (en cas de révision) :	
Répartition des fonds du PBF demandée par l'organe (ou les organes) des Nations Unies bénéficiaire(s):	
*En cas d'extension du projet, indiquer le budget initial et le nouveau budget proposé par l'organe (ou les organes) des Nations Unies bénéficiaire(s):	

Partie C: Examen technique (à remplir par le Secrétariat du PBF au nom du Groupe consultatif technique)		
Composition du Groupe consultatif technique: Indiquer le nom, le titre et l'affiliation organisationnelle de chaque membre du groupe		
Date de l'examen technique:		
Évaluation de la proposition par le Groupe consultatif technique Proposer une recommandation sur le projet, ainsi que l'évaluation des critères précisés ci-dessous:		
i) Examen technique de la conception du projet		
a)	Est le projet lié à l'analyse de conflit et a-t-il une pertinence immédiate avec la consolidation de la paix ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
b)	Est le projet clairement lié à un des résultats du Plan des priorités ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c)	Le projet montre-t-il l'urgence du financement ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
d)	Le projet est-il susceptible d'avoir des "effets catalyseurs" soit en tant que levier financier, soit pour débloquer un processus de paix en panne?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
e)	Le projet contient-il une claire théorie du changement?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
f)	Le coût du projet est-il clairement établi et correspond-il à une réelle maîtrise des coûts?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

g)	Est-il clairement indiqué, également, de quelle manière il y aura coordination/ cohérence avec d'autres projets en vue d'atteindre le plus efficacement possible les résultats attendus dans le cadre du Plan des priorités?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
e)	Le projet incorpore-t-il la problématique du genre ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
h)	Le projet incorpore-t-il les considérations du « Do No Harm » ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
i)	Le projet envisage-t-il raisonnablement la question des risques, et prévoit-il des stratégies de gestion des risques en question?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
ii) Examen en termes d'exécution du projet		
a)	L'organe bénéficiaire des fonds alloués a-t-il fait la preuve de sa capacité et de sa compétence en termes d'exécution d'un projet dans les délais prévus et les limites du budget approuvé, et en termes de résultats?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
b)	Si l'organe finançant le projet n'est pas le partenaire d'exécution, le partenaire proposé a-t-il la capacité et la compétence pour obtenir les résultats attendus, tels qu'ils sont formulés dans le cadre logique du projet?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c)	Les dispositions de gestion du projet prévoient-elles de manière précise le mode de contrôle, par les organes bénéficiaires, de l'utilisation des fonds et des progrès accomplis dans le sens des résultats attendus – et ce, tout au long du processus d'exécution?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
iii) Examen des provisions du suivi et rapport		
a)	Le projet contient-il un cadre de résultats clair avec des résultats, des produits, des indicateurs, des bases de référence et des cibles ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
b)	Les indicateurs prévus dans le cadre logique du projet ont-ils une relation claire avec les indicateurs du Plan des Priorités ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c)	La proposition de projet prévoit-elle un budget précis pour la couverture de l'ensemble des dépenses de suivi et d'évaluation ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
d)	Est-ce clair qui sera responsable pour les rapports sur le projet	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

Partie D: Examen administratif
(à remplir par le Secrétariat du PBF)

Date de l'examen par le Secrétariat du PBF: 30 Juin 2015

Examen du contenu du Descriptif de projet

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Page de couverture signée (première page) | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Cadre logique | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Coûts d'appui indirects (7%) | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Rapport d'activité (uniquement en cas d'octroi de fonds supplémentaires) | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |

Partie E: Décision du Comité directeur mixte

(à remplir par le Secrétariat du PBF et à signer par les coprésidents du Comité directeur mixte du PBF)

Décision du Comité directeur mixte du PBF

- ☒ Approuvé pour un budget total de (en dollars) **1,130,509 USD** _____
- ☐ Approuvé sous réserve de modifications/sous conditions
- ☐ Reporté/renvoyé, avec observations concernant un complément d'examen
- ☐ Rejeté

Observations/Justification/Conditions éventuelles

[Nom]
Coprésident du Comité, représentant le
gouvernement du pays concerné, Comité directeur
mixte du PBF

Mohamed Saïd Fofana
Président du Comité de Pilotage Conjoint
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Signature

Date

[Nom]
Coprésident du Comité, représentant l'ONU,
Comité directeur mixte du PBF

Louis-Marie Bouaka
Coordonnateur Résident a.i

Signature



Partie F: Examen par l'Agent administratif
(à remplir par l'Agent administratif)

Initiative de l'Agent administratif: Bureau du MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires), PNUD

- ☐ Projet conforme aux dispositions du Mémoire d'accord du PBF et aux dispositions administratives courantes concernant les donateurs

Coordonnateur exécutif, Bureau du MPTF, PNUD

Signature _____

Date _____



**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)**

DESCRIPTIF DE PROJET PRF¹

Intitulé du projet : APPUI CONSEIL STRATEGIQUE RSS EN GUINEE	Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU : UNOWA et PNUD
Personne à contacter concernant le projet : Eloi KOUADIO IV Adresse : Directeur Pays- PNUD BP : 222, Conakry, Guinée E-mail : eloi.kouadio.iv @undp.org Nicolas Guinard, UNOWA SSR Advisor UNOWA Dakar E-mail : guinardn@un.org Téléphone :	Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (Présidence de la République (CNP-RSS) Gouvernement de Guinée
Site du projet : Conakry/ Guinée	
Descriptif du projet : <i>Décrire en une phrase le principal objectif du projet.</i> Le projet permettra de faciliter le processus de mise en œuvre de la RSS en Guinée en permettant au SNU de fournir des conseils stratégiques au Gouvernement et aux structures de mise en œuvre de la RSS et de coordonner les activités développées dans ce cadre comme demandées par les autorités nationales et la communauté internationale	Fonds pour la consolidation de la paix : 1 130 509 Autres sources : NA Apport gouvernemental : NA Coût total du projet : 1 130 509 Date de démarrage du projet proposée : juillet 2015 Date d'achèvement du projet proposée : juin 2016 Durée totale (12 mois) :
« Score » sur l'égalité avec les sexes (« Gender Maker ») :² 2	
Résultat du Plan des priorités auquel le projet contribue : le projet correspond au domaine prioritaire 2 RSS	
Résultats du projet : L'Etat est en mesure de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de RSS et les politiques sectorielles grâce à un appui conseil de haut niveau et un plus grand engagement de la communauté internationale dans le secteur de la RSS.	
Domaine de résultat du Fonds² résumant au mieux l'objectif du projet (choisir un seul): Domaine prioritaire PBF 1 : Appui à la mise en œuvre des accords de paix et soutien au dialogue politique	

¹ Il faut accompagner ce document par le formulaire PBF 3.3 : formulaire d'évaluation du projet par le Comité de Pilotage, signé par les co-présidents.

² Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4. (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

Résultat du Plan des priorités auquel le projet contribue :	le projet correspond au domaine prioritaire 2 RSS
Résultats du projet :	L'Etat est en mesure de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de RSS et les politiques sectorielles grâce à un appui conseil de haut niveau et un plus grand engagement de la communauté internationale dans le secteur de la RSS.
Domaine de résultat du Fonds² résumant au mieux l'objectif du projet (<i>choisir un seul</i>):	Domaine prioritaire PBF 1 : Appui à la mise en œuvre des accords de paix et soutien au dialogue politique

² Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants :

1. *Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :*
 - (1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration;
 - (1.4) Dialogue politique;
2. *Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :*
 - (2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. *Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :*
 - (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
4. *(Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).*
 - (4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet (choisir un seul): Domaine 1 : (1.1)
Réforme du Secteur de la Sécurité

Pour les projets financés par le mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix (PRF)	
Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU <i>(S'il s'agit d'un projet en collaboration, tous les responsables des entités de l'ONU/agents bénéficiaires des fonds doivent signer. Il faut inclure une copie de l'entité bénéficiaire)</i> Coordonnateur Résident (RC) Signature: _____ Titre: <i>Coordonnateur Résident SNU en Guinée</i> <i>Représentant Résident du PNUD en Guinée</i> Date et cachet: _____	Représentant des autorités nationales  Signature: _____ Titre: <i>Ministre d'Etat, Secrétaire</i> <i>du Cabinet de la Présidence</i> <i>Responsable de l'unité de gestion</i> Nom du représentant: UNOWA Signature: _____ Titre: _____ Date et cachet: _____
Organisation récipiendaire des NU Nom du représentant: <i>PNUI</i> Signature: _____ Nom de l'agence: _____ Date et cachet: _____	Signature: _____ Titre: _____ Date et cachet: _____

³ Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants:

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1):
 - (1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) Etat de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2):
 - (2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3):
 - (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable;
4. (Ré-)établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4):
 - (4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

COMPOSANTES DU PROJET :

(N.B. 1 : Le texte en italique sur les pages suivantes a pour fonction d'indiquer comment l'information doit être fournie. Le projet soumis ne doit pas contenir de texte en italique.)

I. Comment le projet s'intègre-t-il au Plan des priorités approuvé

a) Résultat du Plan des priorités visé par le projet : *Cette section décrit le résultat du Plan de priorités appuyé et visé par ce projet.*

Le projet découle directement du domaine 1 du Plan Prioritaire, et notamment la Réforme du Secteur de Sécurité. Il vise à faciliter le processus de mise en œuvre de la RSS en Guinée en permettant au SNU de fournir des conseils stratégiques au Gouvernement et aux structures de mise en œuvre de la RSS et de coordonner les activités développées dans ce cadre comme demandées par les autorités nationales et la communauté internationale.

b) Justification du projet : *Cette section explique brièvement pourquoi ce projet est le meilleur moyen d'atteindre le résultat du Plan de priorités en question.*

Ce projet s'inscrit dans le Plan Prioritaire du PBF en cours, sous l'axe RSS, et vise à fournir un appui conseil de qualité afin d'appuyer les autorités de la Guinée pour réaliser une réforme des forces de défense et de sécurité en vue d'en faire des forces disciplinées et républicaines, soumises aux contrôles de l'autorité civile, respectueuses de l'état de droit et redevables de leurs actes.

La réforme du Secteur de Sécurité a été au cœur des négociations visant le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée. C'est dans cette optique, qu'en réponse à une demande du Président de la République de Guinée au Secrétaire-Général des Nations Unies de lui fournir un soutien politique et stratégiques de haut niveau pour appuyer le processus de la RSS, le Secrétariat des Nations Unies a été instruit de déployer rapidement une équipe de conseillers permanents de l'ONU pour la Guinée. Le PNUD pour sa part a recruté des experts techniques en RSS qui fournissent un appui au processus.

Ce dispositif ainsi mis en place a permis aux Nations Unies d'assurer le leadership politique, stratégique et technique des partenaires sur la RSS en République de Guinée. L'appui conjugué des deux équipes a été déterminant dans l'atteinte des résultats de cette première phase consacrée à la révision du cadre législatif et à la formulation de politiques et de stratégies, mais aussi à la restauration de l'ordre et de la discipline dans les armées et l'amélioration du comportement des membres des FDS, reconnus pour leur extrême brutalité depuis les événements tragiques du 28 septembre 2009.

Ainsi, après une première phase ayant abouti à l'élaboration des documents cadres de la RSS (Politique nationale de défense et de sécurité, politiques sectorielles de réformes, Stratégie nationale d'actions prioritaires, nouveaux statuts de l'armée et de la police et textes d'application, codes de conduite), le processus de la RSS en Guinée rentre dans une deuxième phase consacrée à la mise en œuvre des actions définies dans la Stratégie Nationale d'Actions prioritaire (SNAP).

Cette deuxième phase comporte des exigences politiques, techniques et financières ainsi que des défis nouveaux et nécessite un accompagnement et un appui conséquents pour

assurer la réalisation effective des réformes envisagées et pour obtenir les effets attendus. En particulier, dans cette phase, la mobilisation des ressources internes et externes, la gestion stratégique du processus et des systèmes de gestion et de suivi-évaluation, la répartition des rôles des acteurs nationaux et des partenaires, la coordination des partenaires et la communication constituent des aspects importants nouveaux et spécifiques dans la RSS, pour lesquels le pays a besoin d'un appui technique et stratégique. C'est la raison pour laquelle le projet rentre dans une deuxième phase qui permettra d'appuyer au mieux les autorités nationales pour leur permettre de prendre les décisions politiques et opérer des choix stratégiques adaptés aux contraintes et aux défis nouveaux. La deuxième phase du projet permettra à l'ONU de poursuivre, comme requis par les autorités nationales, de coordonner le soutien international au processus de la RSS, mais aussi de mobiliser des partenaires nouveaux et des ressources supplémentaires pour financer les besoins des réformes envisagées.

L'équipe d'appui-conseil stratégique sera dirigée par un conseiller principal RSS au niveau D1, assisté d'un Expert international P4 spécialiste Programme et Suivi ayant une expérience en matière de RSS, un Expert national RSS, un assistant administratif national et deux chauffeurs.

L'équipe sera placée sous la supervision directe du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique de l'Ouest (JNOWA), et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe RSS du PNUD ainsi que avec les autres agences du SNU et tous les acteurs impliqués dans la RSS en Guinée. Des experts spécialisés ou des consultants pourront être déployés au besoin pour des missions temporaires dans les domaines spécifiques de défense, de police et de la protection civile, de justice, de finances publiques et d'audit, du contrôle démocratique et civil, ou de questions transversales, telles que l'intégration du genre et le contrôle des armes et la prolifération des armes légères et de petits calibres.

Compte tenu de la situation politique et sécuritaire de la Guinée, la poursuite de ce projet est essentielle non seulement à la consolidation des acquis du processus de la RSS mais aussi à la réussite des réformes envisagées, qui constituent un élément clé de la stabilité politique et la paix en République de Guinée.

- c) **Cohérence par rapport aux autres projets :** *Cette section énumère les autres projets du Fonds apportant un appui à ce même résultat du Plan de priorités et explique comment assurer la cohérence/complémentarité entre ces projets. En utilisant le tableau 1, cette section énumère ensuite les autres activités relevant de la consolidation de la paix (hors celles du Fonds) visant ce même résultat et identifie les déficits à combler.*

Le projet appui conseil stratégique contribuera à outiller les autorités nationales au plus haut niveau afin d'assurer leurs soutiens politique et financier à l'exécution des actions de réformes encourus dont entre autres : les projets de police de proximité, de lutte contre les VBG, Appui au parlement, Appui au contrôle démocratique et civil des FDS. Alors que les projets cités ci-dessus adressent des thématiques spécifiques de la réforme du secteur de la sécurité, le projet Appui-Conseil pour sa part permet précisément de créer les conditions pour assurer et faciliter la mise en œuvre desdits projets, en renforçant les capacités de la partie nationale et facilitant la coordination, y compris avec les autres partenaires.

**Tableau 1 – Aperçu des activités relevant de la consolidation de la paix
et des déficits à combler**

Résultat ou thématique visés	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
<i>Appui à la mobilisation des ressources pour la réalisation de la SNAP/RSS</i>	<i>1) Gouvernement à travers le BND soit 50% du budget de la SNAP</i>	<i>1) Lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre</i>	<i>1) « 3ans : 2015 2017</i>	<i>1)</i>	
	<i>2) Partenaires bi et multilatéraux 50%</i>	<i>2) Formation et équipements des FDS</i>	<i>2) 3 ans : de 2014 à 2017</i>	<i>2)</i>	
		<i>3) Amélioration des relations Civilo militaires</i>	<i>3) 3ans : de 2015 à 2017</i>		
		<i>4) Amélioration du cadre légal des FDS</i>	<i>4) 2ans : 2015 à 2016</i>		

II Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement : Cette section donne un aperçu de chaque résultat attendu du projet, y compris : i) une claire description du résultat attendu; ii) une “théorie de changement” expliquant la logique sous-jacente et le rapport de cause à effet que le projet entend réaliser; iii) le type d’appui visé, y compris son envergure et son échelle, les groupes cibles, sa couverture géographique, son objet principal, ses modalités et son mode de mise en œuvre éventuels, avec une justification de l’approche proposée. En remplissant cette section, les équipes doivent se référer à la Section 3.3 des Directives du Fonds

Résultats du projet :

L’Etat est en mesure de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de RSS et les politiques sectorielles grâce à un appui conseil de haut niveau et un plus grand engagement de la communauté internationale dans le secteur de la RSS.

Théorie de Changement :

Si les autorités nationales et les acteurs de la mise en œuvre bénéficient d’un appui conseil de qualité sur la mise en œuvre du processus RSS, et si les partenaires de la

Guinée sont orientés pour apporter leurs appuis de façon coordonnée et complémentaire, alors, avec les ressources adéquates, les réformes envisagées pourront être réalisées, permettant au final aux FDS d'être plus performantes dans leur rôle de protection de la sécurité des citoyens tout en contribuant au renforcement de la paix sociale et de la bonne gouvernance des FDS dans un esprit républicain

Le projet doit faciliter le processus de mise en œuvre de la RSS en Guinée en permettant au SNU de fournir des conseils stratégiques aux Gouvernement et aux structures de mise en œuvre de la RSS et de coordonner les activités développées dans ce cadre comme demandées par les autorités nationales et la communauté internationale.

À cet effet, les résultats suivants sont attendus :

Produit 1 : Les acteurs nationaux reçoivent les avis politiques, stratégiques et des conseils nécessaires pour appliquer efficacement les documents cadres de la stratégie nationale de la réforme du secteur de sécurité.

Activité 1 : Conseiller les acteurs nationaux, le gouvernement, les institutions républicaines, les organisations de la société civile et tous les autres acteurs impliqués dans la RSS en matière de mise en œuvre de la stratégie nationale RSS et des politiques sectorielles ;

Activité 2 : Conseiller le Comité national de pilotage de la RSS sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RSS et les politiques sectorielles ;

Activité 3 : Conseiller les Ministres impliqués dans la RSS sur l'appropriation et la mise en œuvre des politiques sectorielles et de la stratégie nationale de la RSS ;

Activité 4 : Conseiller le Président de la République et son Cabinet sur le processus RSS ;

Activité 5 : Appuyer l'appropriation Nationale du processus de la RSS et l'amélioration des relations civilo-militaires ;

Activité 6 : Appuyer l'opérationnalisation du conseil supérieur de Défense et de Sécurité et de la Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des armes légères et de petit calibre.

Produit 2 : Un soutien cohérent du SNU et de la Communauté Internationale est assuré à la stratégie nationale de la RSS.

Activité 1 : Conseiller le leadership des Nations Unies pour assurer un soutien efficace et cohérent au processus de la RSS ;

Activité 2 : Coordonner avec l'ensemble des agences du Système des Nations Unies, ainsi que des partenaires nationaux et internationaux impliqués dans la RSS pour promouvoir de manière ciblée, un soutien efficace et coordonné à la stratégie nationale de la RSS ;

Activité 3 : Coordonner étroitement avec l'ensemble des agences du Système des Nations Unies et tous autres acteurs impliqués dans la RSS ; Intégrer le respect des aspects techniques et politiques de la

réforme dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RSS (notamment Genre, Droits de l'Homme et contrôle civil des FDS,...);

Activité 4 : Assurer la liaison avec les représentants du gouvernement, de la communauté diplomatique, des organisations de la société civile et l'équipe pays pour promouvoir un appui efficace et coordonné ciblé au processus de la RSS.

Produit 3 : Un plaidoyer est mené afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RSS

Activité 1 : Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources avec le Comité National de Pilotage et d'autres acteurs nationaux pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Actions Prioritaires (SNAP) ;

Activité 2 : Appuyer à la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et organiser une table ronde des bailleurs de fonds;

Activité 3 : Maintenir un contact régulier avec les donateurs traditionnels et non traditionnels en vue d'assurer une mise en œuvre efficace de la stratégie de mobilisation des ressources;

Activité 4 : Appuyer l'élaboration d'un tableau de bord et de synthèse en lien direct avec le cadre de suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Actions Prioritaires.

b) Budget : Indiquer le budget prévu du projet en utilisant les deux tableaux ci-dessous : 1) budget par produit ou activité et 2) par catégorie de dépense de l'ONU. Indiquer toute remarque supplémentaire éventuelle concernant l'échelle du budget et comment la rentabilité du projet est assurée (en se référant à la liste récapitulative de rentabilité).

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat/objectif 1 : Les acteurs nationaux reçoivent les avis politiques, stratégiques et des conseils nécessaires pour appliquer efficacement les documents cadres de la stratégie nationale de la réforme du secteur de sécurité					
Numéro du produit	activité	Nom des produits/activité	Budget des produits par Entité bénéficiaire de l'ONU	Catégorie de dépense de l'ONU (voir le tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)
Produit/Activité 1.1		Conseiller les acteurs nationaux, le gouvernement, les institutions républicaines, les organisations de la société civile et tous les autres acteurs impliqués dans la RSS en matière de mise en œuvre de la stratégie nationale RSS et des politiques sectorielles	PNUD 175 000		L'appui conseil permettra d'outiller les acteurs nationaux pour une mise en œuvre consécutive de la réforme du secteur de sécurité
Produit 1.2/activité		appuyer à la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et organiser une table ronde des bailleurs de fonds;			
Produit 1.3/activité		: Conseiller les Ministres			

		impliqués dans la RSS sur l'appropriation et la mise en œuvre des politiques sectorielles et de la stratégie nationale de la RSS ;			
Résultat 2 /Objectif 2 : Un soutien cohérent du SNU et de la Communauté Internationale est assuré à la stratégie nationale de la RSS.					
Produit 2.1/activité		Conseiller le leadership des Nations Unies pour assurer un soutien efficace et cohérent au processus de la RSS;	PNUD		La coordination entre les partenaires contribuera à éviter les doublons dans le cadre de l'assistance dans la phase de mise en œuvre de la RSS
			49 800		
Produit 2.2/Activité		: Coordonner avec l'ensemble des agences du Système des Nations Unies, ainsi que des partenaires nationaux et internationaux impliqués dans la RSS pour promouvoir de manière ciblée, un soutien efficace et coordonné à la stratégie nationale de la RSS			
Produit 2.3/Activité		: Assurer la liaison avec les représentants du gouvernement, de la communauté			

		diplomatique, des organisations de la société civile et l'équipe pays pour promouvoir un appui efficace et coordonné ciblé au processus de la RSS.			
Résultat 3/Objectif 3 : Un plaidoyer est mené afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RSS					
Produit 3 1/Activité		: Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources avec le Comité National de Pilotage et d'autres acteurs nationaux pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Actions Prioritaires (SNAP) ;	PNUD		La mobilisation des ressources permettra une réforme réussie gage de la paix et de la stabilité dans le pays et la sous-région.
			61 000		
Produit 3 2/ Activité		appuyer à la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et organiser une table ronde des bailleurs de fonds;			
Produit 3 3 /Activité		: Maintenir un contact régulier avec les donateurs			

		traditionnels et non traditionnels en vue d'assurer une mise en œuvre efficace de la stratégie de mobilisation des ressources;			
TOTAL			285 000		

Tableau 3 : Budget par catégories de dépense de l'ONU

Tableau 3 : Budget par catégories de dépense de l'ONU

BUDGET D'UN PROJET DU Fonds				
	Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire PNUD	Montant de l'entité bénéficiaire	TOTAL
1.	Personnel et autres employés	648,250.00	0	648,250.00
2.	Fournitures, produits de base, matériels	4,500.00	0	4,500.00
3.	Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	0	0	0
4.	Services contractuels	27,000.00	0	27,000.00
5.	Frais de déplacement	41,000.00	0	41,000.00
6.	Training of counterparts/Meetings and Workshops	285,800.00	0	285,800.00
7.	Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	50,000.00	0	50,000.00
	Sous-total	1,056,550.00	0	1,056,550.00
8.	Coûts indirects*	73,959	0	73,959
	TOTAL	1,130,509	0	1,130,509

* Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémorandum d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédure de l'entité en question.

- a) **Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :** Cette section doit fournir une brève description de la capacité de l'entité de l'ONU bénéficiaire dans le pays, y compris son budget annuel (ordinaire et d'affectation spéciale) et son personnel. Elle doit décrire l'expertise de l'entité dans le domaine de la consolidation de la paix, son expérience en matière de projets de programmation effectués en collaboration ainsi qu'une présentation de ses atouts/sa valeur spécifique pouvant être mis à profit dans la mise en œuvre du projet. Elle doit aussi décrire sa capacité en matière de suivi et d'évaluation. Cette section doit également présenter le(s) partenaire(s) d'exécution supplémentaire(s), y compris son (leur) rôle et expérience et dans quelle mesure l'entité assure la qualité de la prestation. Veuillez utiliser le tableau ci-dessous pour le budget de l'entité et rajouter une ligne pour chaque entité supplémentaire.

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités de l'ONU dans le pays				
	ENTITÉ 1 : NOM?	Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente	Entité 1: PNUD	BAD, PBF, UE, Australie,	22 744 000D US	7 600 000 US
	Entité 2 : HCDH	Luxembourg, PBF, OIF, Siège HCDH	3 190 582 US	450 000 US
	Entité 3 : UNFPA	UE, PBF, USAID, FFSR	7 518 318 US	350 670 US
Année financière en cours	Entité 1: PNUD	BAD, PBF, UE,	20 042 000 US	6 500 000US
	Entité 2 : HCDH	Norvège	2 919 596 US	589 000US
	Entité 3 : UNFPA	PBF, OIF, Siège HCDH UE, PBF, USAID, Italie	8 666 249 US	607 000 US

I. Gestion et coordination

- a) **Gestion du projet :** Cette section identifie la structure de gestion ou le mécanisme responsable de la mise en œuvre du projet et de l'atteinte des résultats visés. Si nécessaire, elle peut inclure un organigramme illustrant sa structure

Le projet sera supervisé par UNOWA tandis que le PNUD agira comme RUNO (bénéficiaire Organisation des Nations Unies), étant en charge de la gestion des fonds alloués au projet.

L'équipe conseil RSS à Conakry sera recrutée conformément aux règles et procédures du PNUD et en étroite coordination avec l'Équipe spéciale RSS (composée du PNUD, UNOWA et le DOMP / PBSO et DPA). Afin de ne pas retarder le processus global, le recrutement devrait se faire par un examen sur dossier des candidats sélectionnés à l'aide la liste de l'ONU / RSS et / ou d'autres sources pertinentes.

L'équipe conseil RSS est composée d'un conseiller Principal RSS, un spécialiste Programme et Suivi, un Expert national RSS, un assistant administratif national et deux chauffeurs. Il est basé à la Présidence de la République pour faciliter l'interaction avec les parties prenantes nationales.

Les consultants locaux / internationaux seront appelés à fournir une expertise dans des domaines spécifiques, en particulier pendant la phase initiale de la mise en œuvre de la stratégie nationale RSS.

L'équipe conseil travaillera en étroite collaboration avec leurs homologues nationaux pour assurer l'appropriation locale et avec les acteurs internationaux pour harmoniser le soutien international au processus. En outre, elle veillera à ce que l'appui du SNU à la RSS soit coordonné et cohérent.

L'équipe conseil RSS sera soutenue par UNOWA et le PNUD auxquels elle rend compte, ainsi que PBSO, DOMP / SSR Unité, / Division Afrique II DPA et la Task Force globale RSS sur la Guinée.

Dispositions de coordination:

UNOWA sera responsable de la supervision des activités du projet, tandis que le PNUD sera responsable pour la mise en œuvre du projet. La gestion du projet sera assurée par le conseiller principal RSS et son équipe sous la supervision directe du RSSG pour l'Afrique de l'Ouest. Une lettre officielle de la mission du Conseiller principal RSS signé par le RSSG détaillera la ligne de déclaration à suivre, en ligne avec TDR convenus. Au niveau du travail, le Conseiller RSS UNOWA servira de point focal / liaison entre UNOWA à Dakar et l'équipe en Guinée. L'équipe conseil RSS devra produire des rapports d'activité mensuels sur ses travaux à la RSSG / UNOWA, qui sera partagé avec le RC et les partenaires à l'AC. Au niveau du travail, l'expert Spécialiste Programme et Suivi de l'équipe sera responsable de la préparation des rapports quotidiens et hebdomadaires d'activités à partager avec le point focal UNOWA. Le point focal UNOWA effectuera deux voyages à Conakry pendant la période de projet pour surveiller et évaluer les activités.

L'équipe conseil RSS assurera également la liaison avec la Division II DPA / Afrique, le DOMP / SSR Unité ainsi que PBSO. L'équipe devra également contribuer aux réunions du Groupe inter-Agence SSR Groupe de travail / travail sur la Guinée.

La coordination de ce projet avec les projets actuels et futurs RSS sera réalisée principalement par le biais de réunions de coordination régulières avec l'équipe RSS du PNUD et la planification de la mise en œuvre conjointe pour éviter les chevauchements ou des lacunes. Les équipes techniques et conseil RSS contribueront au développement de leçons apprises et les meilleures pratiques qui faciliteront la mise en œuvre globale du processus de RSS et contribueront aussi à la coopération Sud-Sud.

L'équipe conseil et Technique RSS se réuniront sur une base hebdomadaire afin d'assurer la cohérence entre le conseil politique et le soutien technique apporté aux activités nationales RSS. Au niveau de la gestion, le Conseiller principal RSS et le responsable de l'équipe technique se réuniront avec le Coordonnateur résident des Nations Unies sur une base mensuelle pour s'assurer une bonne coordination dans toutes les dimensions et de discuter des progrès des activités de la RSS. Alors que le niveau de la direction participera aux réunions du Comité de pilotage RSS nationaux, tant l'équipe conseil et l'équipe technique RSS assureront une participation conjointe à des comités techniques sectoriels.

Les termes de référence de l'équipe sont joints au présent document de projet et font partie intégrante de ce projet.

Composante 6: Suivi et évaluation

Suivi et évaluation :

Le Suivi et évaluation seront la responsabilité de l'UNOWA et du PNUD en conformité avec le cadre logique du projet.

L'équipe conseil RSS aura une ligne hiérarchique directe avec le RSSG, Chef du Bureau de l'UNOWA et une ligne pointillée au Coordonnateur Résident des Nations Unies à Conakry.

Dans le cadre du processus de suivi, le PNUD-Guinée, le PNUD-BCPR, le DOMP / PBSO-SSR et DPA / AUDII seront consultés comme des acteurs majeurs des Nations Unies à l'appui de la RSS en Guinée. Les experts seront mobilisés pour assurer le déroulement des activités et l'atteinte des résultats, ainsi que la qualité du processus.

En outre, l'équipe conseil travaillera en étroite collaboration avec l'Unité de coordination de la PBF Guinée, qui assurera son intégration dans les mécanismes de coordination, de rapports, de suivi et d'évaluation du Plan d'action prioritaire. Cette unité assurera également la cohérence et les synergies avec d'autres projets et l'analyse des leçons apprises qui seront générés par le PBF.

Il est prévu que le Conseiller politique principal PBSO et spécialiste des questions politiques DPA visiteront la Guinée deux fois au cours du projet pour faire le point et d'échanger avec l'équipe sur l'exécution du projet.

Selon les règles et procédures de PBSO, l'équipe conseil RSS produira des rapports narratifs et financiers chaque six (6) mois, et un rapport annuel qui sera affiché sur le « Gateway » de MPTF-O. À la fin du projet, un rapport d'impact final sera effectué.

Composante 7: Analyse des risques et hypothèses

Beaucoup de facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la mise en œuvre du projet ont été identifiés. Ces incluent (a) la dynamique interne au sein des forces militaires et de sécurité; (B) Les tensions lors des élections ; (C) Les tensions liées au processus de réconciliation nationale; (D) Le refus des acteurs nationaux non gouvernementaux à prendre part dans le processus RSS; (E) l'absence de fonds et; (F) l'exclusion par le gouvernement des acteurs nationaux, y compris la société civile et le parlement, dans les consultations sur le processus national de la RSS.

Ces éventualités peuvent avoir un impact négatif sur le processus de la RSS, en particulier pour les trois premiers points, et potentiellement démêler les gains obtenus jusqu'à présent. Le dernier point aurait une incidence sur l'approche holistique et inclusive qui est recherchée dans la mise en œuvre du processus de RSS en Guinée rendant ainsi le processus trop sécurité et de défense.

Les bons offices de l'ONU et le Groupe des Amis de la Guinée devraient continuer à encourager les acteurs nationaux à organiser les élections en temps opportun.

<u>Category</u>	<u>Potential Risks</u>	<u>Attenuating Factors</u>
<i>Political</i>	<ul style="list-style-type: none"> • La dynamique interne au sein des forces militaires et de sécurité ; • tensions liées électorale • Refus d'acteurs nationaux non gouvernementaux à prendre part dans le processus de mise en œuvre SSR OU • L'exclusion par le gouvernement des acteurs nationaux dans le processus national de RSS • Les tensions autour du processus de réconciliation nationale ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale aux forces de défense et de Sécurité et leurs familles sur le processus RSS; • Animer des séances de travail avec les responsables de rang inférieur; • L'utilisation de bons offices de l'ONU et le Groupe des Amis de la Guinée pour encourager la conduite en temps opportun des élections; • Le conseiller RSS veillera à ce que tous les acteurs nationaux non-gouvernementaux soient impliqués dans les décisions stratégiques du processus national de RSS;
<i>Social</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés à l'établissement / fonctionnement du Comité civilo militaire et de normalisation des relations entre civils et militaires 	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation de bons offices de l'ONU et le groupe des amis de la Guinée à encourager le gouvernement et les acteurs nationaux non gouvernemental pour mener à bien la réconciliation nationale de manière pacifique; • Soutenir l'organisation de, «journée portes ouvertes», des campagnes de sensibilisation et d'autres activités sociales qui facilitera l'interaction civile / militaire;

<i>Economic</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de financement des partenaires • Le financement déséquilibré des domaines spécifiques liés à la RSS tels que la police, de la défense et le mécanisme de Control Civil 	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer la table ronde des bailleurs de fonds; • Encourager le financement général du processus de RSS en Guinée qui donnera une possibilité de financement égal à tous les domaines impliqués dans la réforme
<i>Managerial</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Duplication des projets SSR par les partenaires internationaux <p>Le manque de partage de l'information régulière entre les acteurs nationaux et internationaux ;</p>	<p>Appliquer la pleine participation des partenaires dans (réunions régulières de coordination;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager des réunions régulières et des séances de travail entre les équipes stratégiques et programmation sur la RSS en Guinée;

Annexe A : Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
RÉSUMÉ DE PROJET

Numéro et intitulé du projet :	Appui Conseil Stratégique RSS	
Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :	UNOWA et PNUD	
Partenaire(s) d'exécution :	Présidence de la République (CNP /RSS) et Gouvernement	
Site :	Guinée - Conakry	
Budget approuvé pour le projet :	1.130,509	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : Juillet 2015	Date d'achèvement prévue : Juin 2016
Descriptif du projet :	Le projet permettra de faciliter le processus de mise en œuvre de la RSS en Guinée en permettant au SNU de fournir des conseils stratégiques aux Gouvernement et aux structures de mise en œuvre de la RSS et de coordonner les activités développées dans ce cadre comme demandées par les autorités nationales et la communauté internationale.	
Résultats du projet :	L'Etat est en mesure de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de RSS et les politiques sectorielles grâce à un appui conseil de haut niveau et un plus grand engagement de la communauté internationale dans le secteur de la RSS.	
Domaines de résultat du Fonds :	Domaine prioritaire PBF 1 : Appui à la mise en œuvre des accords de paix et soutien au dialogue politique	
Note d'évaluation sur l'égalité entre les sexes :		
Activités principales du projet :	Fournir les avis politiques et stratégiques et des conseils nécessaires pour une mise en œuvre efficace des actions prioritaire inclues dans la stratégie nationale de la réforme du secteur de sécurité.	

Annexe B – Cadre de résultats du projet PRF									
Nom du pays : République de Guinée									
Dates du projet : juillet 2015 – juin 2016									
Théorie de changement en bref : Un appui conseil stratégique de haut niveau en matière de RSS facilitera la mise en œuvre de la SNAP, et par là renforcera la stabilité politique et la paix en République de Guinée									
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Etapas
Description du résultat 1 : [une phrase de description du résultat]		Indicateur de résultat 1 a							
		Niveau de référence :							
		Cible :							
		Indicateur de résultat 1 b							
		Niveau de référence :							
		Cible : D'ici la fin du projet 20% des activités de la SNAP sont mise en oeuvre							
		Indicateur de résultat 1 c							
		Niveau de référence :							
		Cible :							
		Indicateur de résultat 1.1.1							
	Produit 1.1 Le programme de réforme du secteur de sécurité en Guinée est renforcé par une capacité accrue de conseil aux acteurs nationaux impliqués dans le RSS et un plus grand engagement de la communauté internationale.	D'ici la fin du projet, 70% des recommandations du rapport d'évaluation RSS sont mis en oeuvre	Rapports sur l'état de mise en œuvre de la SNAP produits par la Commission Technique de suivi de la CoPil RSS	x	x	x	x	x	
		Niveau de référence :							
		Cible:							
			Rapport de l'équipe d'Appui conseil sur l'état d'avancement de la mise en œuvre						

